



Nous aurons décidément tout fait ces derniers-mois : du distanciel, des cours en gymnase, sans gymnase, avec masques, sans masques, de l'entretien physique ....,

Nous aurons surtout fait, défait, refait, pour s'adapter jusqu'à l'inacceptable !!

Les mesures annoncées par le gouvernement visant à renforcer les mesures contre l'épidémie à l'école mettent à l'index l'Education Physique et Sportive. Comment comprendre la décision au début de l'hiver d'interdire les activités dans les espaces couverts alors qu'il ne semble y avoir aucun problème à entasser les élèves en salle de classe ?

Vu les conditions météorologiques actuelles, cette décision revient à supprimer purement et simplement l'EPS des enseignements pour les élèves.

Notre discipline est une nouvelle fois en difficulté !

Même si nous ne contestons pas le fait de lutter contre cette épidémie et qu'il faille prendre un certain nombre de mesures, nous dénonçons une fois encore que ces dernières ne soient pas issues d'une réflexion « sérieuse » et partagée avec notre organisation syndicale.

Depuis maintenant une semaine, les exemples dans notre département sont affligeants, déroutants :

- Le lycée Rouvière a supprimé toutes les cours d'intérieur et ne peut faire aucune activité de substitution
- Avec les intempéries de ces jours-ci, Cité scolaire de Lorgues, Lycée de Hyères, les collèges du golfe de st Tropez libèrent leurs élèves (pas de salle de cours disponibles), les différents collèges de Besse, à Puget sur Argens, font des cours en salles en lieu et place de la pratique sportive
- Des Pratiques de substitutions, non prévues au programme sont mis en place comme des randonnées dans les cités, des marches. On devient une garderie

Le 17 janvier, note ministre annonce les conditions de changement du bac (suppression des E3C en spécialité) et précise les modalités du contrôle continu pour ce diplôme, mais rien n'est dit quant au CCF EPS, laissant les professeurs EPS dans une forme de « débrouillardise » incompréhensible

D'autres mesures auraient pu être prises et le SNEP-FSU les porte depuis le confinement du mois de mars : demi-groupes pour tous les cours d'EPS, renforcement de l'encadrement par l'emploi de nouveaux personnels. Ces quelques solutions auraient permis une gestion simplifiée des mesures barrière sans ôter un enseignement essentiel. La pandémie a fait la démonstration du besoin important de la pratique physique pour tous les jeunes, le bilan du confinement a montré les impacts importants en termes de santé publique (prise de poids, perte de capacités cardio-pulmonaires, augmentation de la sédentarité, impact psychologique par la diminution du lien social...). Alors que rien ne démontre que les cours d'EPS auraient été particulièrement des lieux de contamination, le gouvernement stigmatise la discipline et quelque part la pointe du doigt.

Cette décision est incompréhensible ! Si des problèmes avaient été avérés en EPS alors il aurait fallu purement et simplement suspendre cet enseignement. Le ministère continue dans des prises de

décisions incompréhensibles qui mettent en difficulté l'ensemble des personnels et qui nuisent aux études des élèves.

Dans une période où l'obésité augmente, où la sédentarité est exponentielle du fait des mesures sanitaires, où le manque de lien social devient une problématique importante pour la santé psychique, les jeunes voient leurs capacités physiques diminuer,... nombre d'acteurs de la santé se mobilisent, aux côtés des professionnels du sport et de l'EPS, pour dire qu'il faut augmenter les pratiques physiques de tous et toutes

**La pratique est essentielle pour la santé de chacun-e, elle participe de la lutte contre la pandémie en maintenant et développant la condition physique et psychologique.**

Monsieur le ministre, Monsieur le Recteur, revenez sur cette mesure et appliquez partout les demi-groupes en EPS pour lutter efficacement contre les contaminations sans priver les élèves d'un enseignement qui, bien souvent, est un temps de respiration dans ce contexte pesant et anxiogène et contribue à leur santé.

La dotation 2021 et les nouvelles dégradations que nous subissons nécessitent une réaction forte. Les professeurs participeront massivement à la journée de mobilisation et de grève du 26 janvier